

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1948

158/159 (27.4.1948) (27.4./3.5.1948)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
 GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,
 Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information,
 Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnements: Un an, 40 Marks / Sarre: 800 frs.
 Annonces légales: 90 pfg la ligne / Sarre: 18 frs.

Abonnement: Ein Jahr: 40 M. / Saarland: 800 Frk.
 Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg. / Saarland: 18 Frk

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

	Pages
Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne.	
Ordonnance No 153 en date du 3 Mai 1948, fixant un délai pour la présentation des créances aux Autorités d'Occupation	1471
Décision L 2, en date du 25 Mars 1948 relative à la répartition des matériaux annulant et remplaçant la Décision L 1	1472
Avis aux exportateurs allemands	1474
Avis aux exportateurs et importateurs de marchandises à destination ou en provenance de la Sarre	1474
Avis à nos abonnés	1474
Avis	1475
Nos publications	1475
Annonces Légales	189

INHALT

	Seite
Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne.	
VERORDNUNG Nr. 153 vom 3. Mai 1948, über die Bestimmung einer Frist zur Geltendmachung von Forderungen an die Besatzungsbehörden	1471
ANORDNUNG L 2 vom 25. März 1948, über die Zuteilung von Baumaterialien unter Aufhebung und Ersetzung der Anordnung L 1	1472
BEKANNTMACHUNG für die deutschen Exporteure	1474
MITTEILUNG an die Exporteure und Importeure von Waren nach oder von dem Saarlande	1474
BEKANNTMACHUNG für die Abonnenten	1474
BEKANNTMACHUNG	1475
UNSERE VERÖFFENTLICHUNGEN	1475
AMTLICHE BEKANNTMACHUNGEN	189

ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

ORDONNANCE No 153

fixant un délai pour la présentation des créances aux Autorités d'Occupation.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,
 Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

VERORDNUNGEN

VERORDNUNG Nr. 153

über die Bestimmung einer Frist zur Geltendmachung von Forderungen an die Besatzungsbehörden.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf
 das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das

Le Comité Juridique entendu :

ORDONNE :

ART. 1er. — Tous les titulaires de créances contre le Gouvernement Militaire ou les Troupes d'Occupation nées de fournitures de biens ou de services pour les besoins des Forces d'Occupation, à l'exclusion des réquisitions, sont tenues de présenter aux autorités françaises chargées de l'ordonnement toutes pièces justificatives de leur créance, dans les délais suivants :

- Créances nées avant le 1er Mai 1948 :
avant le 15 Juin 1948
- Créances postérieures au 1er Mai 1948 dans les 45 jours suivant la livraison de la marchandise ou l'exécution du service donnant lieu à paiement.

Passé ces délais ces créances ne pourront plus être présentées au paiement.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 3 Mai 1948

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

Dekret vom 18. Oktober 1945, und nach Anhörung des Comité Juridique,

folgende

VERORDNUNG :

Artikel 1. Alle Inhaber von Forderungen gegen die Militärregierung oder die Besatzungstruppen aus Sachlieferungen oder Dienstleistungen für die Bedürfnisse der Besatzungstreitkräfte, mit Ausnahme der Beschlagnahmen, haben alle Unterlagen für ihre Forderungen den mit der Zahlungsanweisung beauftragten französischen Stellen innerhalb folgender Fristen vorzulegen:

- Forderungen, die vor dem 1. Mai 1948 entstanden sind: vor dem 15. Juni 1948,
- Forderungen aus der Zeit nach dem 1. Mai 1948: innerhalb der auf die Warenlieferungen oder Ausführung der Dienstleistung, die Anlaß für die Bezahlung geben, folgende 45 Tage.

Nach Ablauf dieser Fristen können diese Forderungen nicht mehr zur Bezahlung vorgelegt werden.

Artikel 2. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet auszuführen.

BADEN-BADEN, den 3. Mai 1948.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

DÉCISIONS (Anordnungen)

DÉCISION L 2

relative à la répartition des Matériaux de Construction annulant et remplaçant la Décision L 1

Le Directeur de la Production Industrielle,

Vu l'Ordonnance No 5 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 4 Septembre 1945 concernant le contrôle de l'Économie allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,

Vu l'Arrêté No 67 de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation en date du 29 Mai 1945, concernant la répartition des produits industriels, modifié par l'Arrêté No 86 en date du 21 Août 1946,

Vu la Décision Générale No 1 relative à la fabrication et à la répartition des produits industriels, en date du 23 Juin 1947,

Vu la Décision Générale No 2 relative au contrôle de la répartition des produits industriels et à l'utilisation des titres de répartition en date du 25 Novembre 1947, complété par la Décision Générale No 3 en date du 2 Mars 1948,

Vu la Décision L 1 réglementant la répartition des matériaux de Construction en date du 1er Juillet 1946,

DÉCIDE :

ART. 1er. — La présente décision a pour objet la fixation des modalités de fabrication et de répartition des produits relevant de la compétence de la Section des Matériaux de Construction de la Direction de la Production Industrielle.

ART. 2. — Les produits visés à l'Article I de la présente décision sont, en application de l'Article I de la Décision Générale No 1 sus-visée, classés en produits contingentés et non contingentés au titre du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

Les produits contingentés figurent à l'Annexe I de la présente Décision en 2 groupes distincts.

ANORDNUNG L 2

über die Zuteilung von Baumaterialien unter Aufhebung und Ersetzung der Anordnung L 1.

Der Directeur de la Production Industrielle erläßt unter Bezugnahme auf

die Verordnung Nr. 5 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 4. September 1945 über die Kontrolle der deutschen Wirtschaft innerhalb der französischen Besetzungszone,

die Verfügung Nr. 67 des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation vom 29. Mai 1945 über die Verteilung von industriellen Erzeugnissen, abgeändert durch Verfügung Nr. 86 vom 21. August 1946,

die Allgemeine Anordnung Nr. 1 vom 23. Juni 1947 über Herstellung und Verteilung von industriellen Erzeugnissen,

die Allgemeine Anordnung Nr. 2 über die Kontrolle der Zuteilung von Industrieerzeugnissen und über die Verwertung von Zuteilungsscheinen vom 25. November 1947, ergänzt durch die Allgemeine Anordnung Nr. 3 vom 2. März 1948,

die Anordnung L 1 über die Zuteilung von Baumaterial vom 1. Juli 1946,

folgende

ANORDNUNG :

Artikel 1. Diese Anordnung bezweckt die Festsetzung der Einzelheiten der Herstellung und Zuteilung von Erzeugnissen, die zur Zuständigkeit der Section des Matériaux de Construction der Direction de la Production Industrielle gehören.

Artikel 2. Die im Artikel 1 dieser Anordnung genannten Erzeugnisse werden in Durchführung des Artikels 1 der oben erwähnten Allgemeinen Anordnung Nr. 1 in Erzeugnisse, die für die Militärregierung des französischen Besetzungsgebietes zwangsbewirtschaftet werden und solche, die nicht zwangsbewirtschaftet werden, eingeteilt.

Les produits du groupe A sont attribués aux parties prenantes désignées dans la limite des droits qui leur sont reconnus en exécution de Décisions de répartition périodiques.

Les produits du groupe B sont attribués, à la demande, dans le cadre d'une répartition trimestrielle établie par le Chef de la Section des Matériaux de Construction en accord avec le Sous-Directeur des Programmes, de la Répartition et du Rationnement. Ces attributions sont faites par le Chef de la Section des Matériaux de Construction qui, après examen des justifications présentées à l'appui des demandes, décide celles auxquelles il peut être donné suite et vise les commandes correspondantes, que les fournisseurs sont autorisés à accepter.

ART. 3. — Les besoins français ou d'intérêt général économique allemand en produits non contingentés au titre du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, c'est-à-dire ne figurant pas à l'annexe I de la présente Décision, seront satisfaits suivant les modalités prévues à l'Article 2 de la Décision Générale No 1 sus-visée.

ART. 4. — La mise en fabrication de produits figurant à l'annexe II de la présente Décision est soumise à l'autorisation préalable prévue à l'Article IV de la Décision Générale No 1 sus-visée. Cette autorisation sera donnée, soit par le Chef de la Section des Matériaux de Construction de la Direction de la Production Industrielle à Baden-Baden, soit par le Chef du Service de la Production Industrielle de la Délégation Générale de l'Etat Rhéno-Palatin ou des Délégations Supérieures dans des conditions qui seront fixées par Instruction du Directeur de la Production Industrielle.

ART. 5. — La présente Décision annule et remplace la Décision L 1 du 1er Juillet 1946, réglementant la répartition des Matériaux de Construction.

ART. 6. — Toute infraction aux dispositions de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne expose son auteur aux sanctions prévues par la législation en vigueur.

BADEN-BADEN, le 25 Mars 1948.

Vu,
Le Sous-Directeur des Programmes, de la Répartition et du Rationnement :
A. ALLARD
Le Directeur de la Production Industrielle p. d. Le Chef de la Section des Matériaux de Construction
R. MONNIER

ANNEXE I

Liste des produits de la compétence de la Section des Matériaux de Construction classés contingentés au titre du Gouvernement Militaire en Zone Française d'Occupation en Allemagne.

GRUPE A	GRUPE B
— Ardoises	— Argiles
— Briques et tuiles	— Chamotte
— Carton bitumé	— Dolomie
— Chaux industrielle et de Construction	— Feldspath
— Ciments	— Gravier de Bims
— Kaolin	— Pisés, sables réfractaires
— Plâtre (de construction et de moulage)	— Produits réfractaires
— Sanitaires	— Quartzites
— Vaisselle	— Sable de fonderie
— Sable quartzeux	— Colonnes de basalte
	— Platinés pour machines d'imprimerie

Die zwangsbewirtschafteten Erzeugnisse sind in der Anlage I dieser Anordnung unter 2 verschiedenen Gruppen aufgeführt.

Die Erzeugnisse der Gruppe A werden den bezeichneten Abnehmern im Rahmen der Ansprüche zugeteilt, die ihnen in Durchführung regelmäßig in bestimmten Zeitabschnitten erlassener Zuteilungsanordnungen zuerkannt werden.

Die Erzeugnisse der Gruppe B werden auf Antrag im Rahmen eines von dem Leiter der Section des Matériaux de Construction im Einvernehmen mit dem Sous-Directeur des Programmes, de la Répartition et du Rationnement aufgestellten vierteljährlichen Zuteilungsplanes zugewiesen. Diese Zuweisungen erfolgen durch den Leiter der Section des Matériaux de Construction, der nach Prüfung der zur Begründung der Anträge vorgelegten Unterlagen darüber entscheidet, welchen Anträgen entsprochen werden kann. Er versieht die Aufträge mit einem Sichtvermerk, die die Lieferfirmen berechtigt sind, anzunehmen.

Artikel 3. Der französische Bedarf oder der Bedarf allgemeinen deutschen Wirtschaftsinteresses an nicht für die Militärregierung des französischen Besetzungsgebietes zwangsbewirtschafteten Erzeugnissen, das heißt solchen, die nicht in der Anlage I dieser Anordnung aufgeführt sind, ist entsprechend der im Artikel 2 der oben erwähnten Allgemeinen Anordnung Nr. 1 vorgesehenen Einzelheiten zu befrichtigen.

Artikel 4. Die Herstellung von Erzeugnissen, die in der Anlage II dieser Anordnung aufgeführt sind, unterliegt der in Artikel 4 der oben erwähnten Allgemeinen Anordnung Nr. 1 vorgesehenen Genehmigung. Diese Genehmigung wird entweder durch den Leiter der Section des Matériaux de Construction bei der Direction de la Production Industrielle in Baden-Baden oder durch den Leiter des Service de la Production Industrielle de la Délégation Générale des Rhein-Pfälzischen Staates oder die Délégations Supérieures unter den Bedingungen erteilt, wie sie durch Anweisungen des Directeurs de la Production Industrielle festgesetzt worden sind.

Artikel 5. Diese Anordnung hebt die Anordnung L 1 vom 1. Juli 1946 über die Zuteilung von Baumaterialien auf und ersetzt sie.

Artikel 6. Jede Zuwiderhandlung gegen die Vorschriften dieser Anordnung, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist, setzt den Täter den von der geltenden Gesetzgebung vorgesehenen Strafen aus.

BADEN-BADEN, den 25. März 1948.

Gesehen:
Le Sous-Directeur des Programmes de la Répartition et du Rationnement
A. ALLARD
Le Directeur de la Production Industrielle
Kraft Vollmacht:
Le Chef de la Section des Matériaux de Construction
R. MONNIER

Anlage I

Liste der zur Zuständigkeit der Section des Matériaux des Construction gehörenden Baustoffe, die für die Militärregierung im französischen Besetzungsgebiet in Deutschland zwangsbewirtschaftet sind:

Gruppe A	Gruppe B
Schiefer	Tonerde
Backsteine und Dachziegel	Chamotte
Dachpappe	Dolomit
Industrie- und Baukalk	Feldspat
Zement	Bimskies
Kaolin	feuertester Klebsand
Bau- und Modellgips	feuerteste Erzeugnisse
Sanitäre Gegenstände	Quarzit
Geschirr	Gießsand
Quarzhaltiger Sand	Basalt
	Platten für Druckereimaschinen

ANNEXE II

Liste des produits non contingentés au titre du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation dont la mise en fabrication est soumise à une autorisation préalable délivrée soit par le Chef de la Section des Matériaux de Construction de la Direction de la Production Industrielle, soit par le Chef du Service de la Production Industrielle de la Délégation Générale pour l'Etat Rhéno-Palatin ou des Délégations Supérieures.

- Carrelages
- Isolants (iporka, laine de pierre, etc. . . .)
- Pavés
- Tuyaux de grès.

Anlage II

Liste der nicht für die Militärregierung des französischen Besetzungsgebietes zwangsbewirtschafteten Erzeugnisse, deren Herstellung einer vorher erteilten Genehmigung des Chefs der Section des Matériaux de Construction de la Direction de la Production Industrielle oder des Leiters des Service de la Production Industrielle de la Délégation Générale für den Rhein-Pfälzischen Staat oder der Delegations Supérieures unterliegt.

- Fließen
- Isoliermaterial (Iporka, Steinwolle usw. . . .)
- Pflastersteine
- Tonröhren

AVIS

AUX EXPORTATEURS ALLEMANDS

1. — Le Commandant en Chef Français en Allemagne a décidé de reconnaître la validité des contrats de représentation exclusive passés entre les industriels allemands et les négociants ou représentants étrangers rémunérés à la commission, et répondant aux conditions suivantes :

- a) — Contrats limités aux seuls produits des Industries Mécaniques et Electriques.
 - b) — Contrats conclus avant le 1er Septembre 1939 ou établis après la publication du présent avis.
 - c) — Marchés relatifs au programme d'exportations de la Zone Française d'Occupation du 1er Semestre 1948 et suivants.
2. — Tous les contrats en cause devront être soumis à l'homologation de l'Office du Commerce Extérieur, à Baden-Baden.

BEKANNTMACHUNG

für die deutschen Exporteure.

1. Der Commandant en Chef Français en Allemagne hat angeordnet, die Gültigkeit von Verträgen über ausschließliche Vertretung anzuerkennen, die zwischen deutschen Gewerbetreibenden und ausländischen gegen Provision tätigen Kaufleuten oder Vertretern abgeschlossen sind und folgenden Bedingungen entsprechen:

- a) — Verträge, die ausschließlich auf die Erzeugnisse der mechanischen und elektrischen Industrien beschränkt sind.
- b) — Verträge, die vor dem 1. September 1939 abgeschlossen worden oder nach Veröffentlichung dieser Bekanntmachung zustande gekommen sind.
- c) — Geschäftsabschlüsse bezüglich des Ausfuhrprogramms des französischen Besetzungsgebietes für das erste Halbjahr 1948 und die folgenden.

2. Alle in Betracht kommenden Verträge müssen dem Außenhandelszentralamt in Baden-Baden zur Bestätigung vorgelegt werden.

AVIS

AUX EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS DE MARCHANDISES
A DESTINATION OU EN PROVENANCE DE LA S A R R E

Il est rappelé aux Exportateurs et Importateurs que les licences d'exportation et d'importation en dollars, dont les modalités d'établissement ont été précisées par l'avis paru au Journal Officiel des 26 et 30 mars 1948, peuvent être accordées pour toutes les commandes antérieures au 1er avril 1948 et passées conformément aux décisions de répartition de la Direction de la Production Industrielle du Gouvernement Militaire, lorsque ces commandes n'ont pas encore pu être exécutées.

MITTEILUNG

an die Exporteure und Importeure von Waren
nach oder von dem Saarlande.

Die Exporteure und Importeure werden darauf aufmerksam gemacht, daß für alle vor dem 1. 4. 1948 erteilten Aufträge, die noch nicht ausgeführt werden konnten, Ausfuhr- und Einfuhrlicenzen in Dollar ausgestellt werden können, wenn diese Aufträge auf Grund eines Zuteilungsentscheides der Direction de la Production Industrielle der französischen Militärregierung erteilt worden sind. Die Einzelheiten des Verfahrens zur Ausstellung der genannten Ausfuhr- und Einfuhrlicenzen sind im Journal Officiel vom 26. und 30. 3. 1948 veröffentlicht worden.

AVIS AUX ABONNÉS

La Régie Autonome des Publications Officielles met en vente la série No. 76 à 100 du Journal Officiel reliés au prix de RM 15.— le volume.

Nos abonnés sont priés d'adresser leurs commandes immédiatement étant donné le petit nombre de reliures encore disponible.

Mitteilung an die Bezieher

Die Regie Autonome des Publications Officielles bringt die Numern 76—100 des Journal Officiel, gebunden, zum Preise von 15.— RM je Band, zum Verkauf.

Mit Rücksicht auf die kleine zur Verfügung stehende Anzahl gebundener Exemplare, werden unsere Bezieher gebeten, ihre Bestellungen sofort aufzugeben.

AVIS

La Régie Autonome des Publications Officielles éditera en exclusivité à partir du 1er Mai 1948 le:

Manuel du Contrôle des Biens,
publié sous la Direction du Service
du Contrôle des Biens à Baden-Baden.

Ce volume de 400 pages en langues française et allemande sera mis en vente au prix de RM 20.— l'exemplaire.

Les commandes doivent être adressées :

- pour le territoire de Rhénanie-Palatinat à Landesamt für kontrollierte Vermögen à KOBLENZ;
- pour le Pays de Bade à la Badisches Landesamt für kontrollierte Vermögen à FRIBOURG, Karthäuserstr. 124;
- pour le Wurtemberg à Vermögenskontrolle, TUBINGEN, Olgastr. 8;
- pour la Sarre à Landesamt Saar, Vermögenskontrolle, Kohlweg 3, SAARBRÜCKEN - 3. Les volumes pour la Sarre seront vendus au prix de 400.— francs français.

Les Services allemands de Contrôle des Biens viseront les commandes et les transmettront à la Régie Autonome des Publications Officielles 65, Lichtenthalerstraße à BADEN-BADEN, qui effectuera directement la livraison et recevra le paiement.

Nos Publications

Nous pouvons livrer à nos abonnés les publications suivantes:

Recueil des Textes Législatifs publiés par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié en vigueur le 1er Septembre 1945 dans la Zone Française d'Occupation en Allemagne RM. 2.—.

Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne nos. 26 à 50 relié au prix de RM. 15.—.

Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne nos. 51 à 75 relié au prix de RM. 15.—.

Code de la route allemand avec supplément de 8 pages en couleurs à RM. 0,60 l'exemplaire

Le Conseil d'État, Sauvegarde de la Démocratie par Marcel Martin, Maître des Requêtes au Conseil d'État, brochure de 32 pages en français et en allemand à RM. 1,25.

Recueil Officiel des textes relatifs à la fabrication et à la répartition des produits industriels RM. 20.—.

Procès contre les grands criminels de guerre par la Cour de Justice Militaire Internationale de Nuremberg, 36 volumes en langue allemande dont 11 parus RM 1800.—.

BEKANNTMACHUNG.

Die Regie Autonome des Publications Officielles gibt im Alleinverkauf vom 1. Mai 1948 ab heraus :

Handbuch der Vermögenskontrolle
veröffentlicht unter der Leitung
der Dienststelle für Vermögenskontrolle
in Baden-Baden.

Diese Ausgabe, 400 Seiten stark, in französischer und deutscher Sprache, kommt zum Preise von 20.— RM das Stück zum Verkauf.

Bestellungen sind zu richten :

Für das Gebiet Rheinland-Pfalz an das Landesamt für kontrollierte Vermögen in Koblenz.

Für Baden an das badische Landesamt für kontrollierte Vermögen in Freiburg, Karthäuserstraße 124.

Für Württemberg an die Vermögenskontrolle in Tübingen, Olgastraße 8.

Für das Saarland an das Landesamt Saar, Vermögenskontrolle, Saarbrücken 3, Kohlweg 3.

Die für das Saarland bestimmten Bände werden zum Preise von 400 französischen Franken verkauft.

Die deutschen Dienststellen für Vermögenskontrolle zeichnen die Bestellungen ab und übersenden sie der Regie Autonome des Publications officielles in Baden-Baden, Lichtenthalerstr. 65, die die Lieferung unmittelbar vornimmt und an die die Zahlung zu erfolgen hat.

Unsere Veröffentlichungen

Wir können unseren Beziehern folgende Veröffentlichungen liefern :

Sammlung der von u. unter dem alliierten Oberkommando veröffentlichten und am 1. September 1945 in Kraft gewesenen Gesetzestexte, RM 2.—.

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland Nr. 26—50, gebunden, zum Preise v. RM 15.—.

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland Nr. 51—75, gebunden, zum Preise v. RM 15.—.

Deutsche Straßenverkehrsordnung mit 8 Seiten farbiger Beilage zu RM 0,60 je Stück.

Der französische Staatsrat, Hüter der Demokratie, von Marcel Martin, Maître des requêtes im französischen Staatsrat, Broschüre mit 92 Seiten, deutsch und französisch, zu RM 1,25.

Amtliche Sammlung der Texte über die Herstellung und Zuteilung industrieller Erzeugnisse, RM 20.—.

Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem internationalen Militärgerichtshof in Nürnberg, 36 Bände in deutscher Sprache, davon 11 erschienen, RM 1800.—.

L'Administration Internationale de l'Allemagne du 8 Mai 1945 au 24 Avril 1947, par Michel VIRALLY, Docteur en Droit, Adjoint au Directeur des Services Juridiques et de Législation. Un fort volume de 200 pages, en langue française livrable à partir du 1^{er} Avril 1948, RM 40.—.

En vente à nos bureaux 65, Lichtentalerstraße à Baden-Baden et livrable dans la zone française, anglaise et russe. Pour la Sarre et l'étranger paiement en francs ou devises.

Pour la zone américaine adressez vos commandes à la maison

Jules Richard Hampel, 20/24 Brunnengasse, Heidelberg.

Par grosses quantités nous faisons des remises importantes.

Die internationale Verwaltung Deutschlands vom 8. Mai 1945 bis zum 24. April 1947, von Dr. jur. Michel Virally, Adjoint au Directeur des Services Juridiques et de Législation. Ein starker Band von 200 Seiten, in französischer Sprache. Lieferbar vom 1. April 1948. RM 40.—.

Der Verkauf erfolgt in unserer Geschäftsstelle in Baden-Baden, Lichtenthaler Straße 65. Lieferbar nach der französischen, englischen und russischen Zone. Für das Saarland und Ausland Zahlung in Franken oder Devisen.

Für die amerikanische Zone sind Bestellungen zu richten an die Firma Julius Richard Hampel, Heidelberg, Brunnengasse 20/24. Bei größeren Mengen geben wir erhebliche Preisnachlässe.

Hefebezugsgenossenschaft für den Bezirk der Bäckerinnung Säckingen e. G. m. b. H. in Säckingen in Liquidation

Aktiva		Liquidationsbilanz per 25. Februar 1948		Passiva	
Bankguthaben	RM 3 231,86	Geschäftsguthaben	RM 177,—		
		Einlagen i. lfd. Rechnung	12,—		
		Warenrückvergütung	1 353,85		
		Reingewinn:			
		Gewinn-Vortrag 1947	1 734,61		
		Verlust 1948	45,60		
	3 231,86			1 689,01	
				3 231,86	

Gewinn- und Verlustrechnung			
Unkosten	RM 45,60	Gewinn-Vortrag 1947	RM 1 734,61
Gewinn-Vortrag	1 734,61		
Verlust 1948	45,60		
Gewinn-Vortrag	1 689,01		
	1 734,61		1 734,61

Mitgliederbewegung: Zahl der Mitglieder 62; Anzahl der Geschäftsanteile 62; Haftsumme RM. 186,—, Geschäftsguthaben und Haftsummen unverändert.

Säckingen, den 25. Februar 1948.

(5247)

Hefebezugsgenossenschaft für den Bezirk der Bäckerinnung Säckingen e. G. m. b. H. in Säckingen in Liquidation

Emil Häckler

Karl Hägele

Monatsausweis der Landeszentralbank für Württemberg und Hohenzollern - Französisches Besatzungsgebiet -

AKTIVA:	28. Februar 1948		Veränderungen gegenüber dem Vormonat		PASSIVA:	28. Februar 1948		Veränderungen gegenüber dem Vormonat	
	(Beträge in 1000 RM)					(Beträge in 1000 RM)			
1. Kassenbestände		719 517		+ 77 882	14. Kapital	10 000			
davon im auswärtigen Depot	108 781		- 1 763		15. Rücklagen und Reserven				
2. Postscheckguthaben		13 320		- 14 149	16. Einlagen:				
3. Guthaben bei anderen Landeszentralbanken und bei sonstigen deutschen Kreditinstituten außerhalb des Landes				- 6 951	von Kreditinstituten des Landes:				
4. Diskontierte Wechsel und Schecks davon Requisitionskassenscheine					a) Pflichtguthaben			+ 64 471	
5. Diskontierte Schatzwechsel und kurzfristige Schatzanweisungen der Länder		6 389			b) freie Guthaben	620 868		+ 64 471	
6. Lombardforderungen		7			von öffentlichen Verwaltungen	620 868		- 15 796	
7. Betriebskredite:					von sonstigen inländischen Einlegern	184 015		- 1 331	
a) an Länder	16 400				von ausländischen Einlegern	11 264	937 632	+ 1 150	+ 46 494
b) an Post und Eisenbahn	1	16 401			17. Unterwegs befindliche Giroüberweisungen		4 413		- 671
8. Sonderkredite		76 396		+ 6	18. Guthaben von anderen Landeszentralbanken und sonstigen deutschen Kreditinstituten außerhalb des Landes		15 709		+ 621
9. Am offenen Markt gekaufte Wertpapiere					19. Sonstige Verbindlichkeiten		1 811		+ 56 845
10. Sonstige Wertpapiere					Verbindlichkeiten aus weiterbegebenen, im Inland zahlbaren Wechseln einschließl. Schatzwechseln des Landes		968 565		
11. Gold (Münzen und Barren)					Mithaftung für von anderen Landeszentralbanken der franz. Zone gewährte Zonenkredite in Höhe von		300		
12. Forderungen gegen das Ausland		134 625		+ 58					
13. Sonstige Forderungen davon an die Treuhandverwaltung der Reichsbank	129 470								
		968 565		+ 56 845					

Reutlingen, den 5. März 1948.

(5435)

LANDESZENTRALBANK für Württemberg und Hohenzollern - Französisches Besatzungsgebiet - Mürdel Frede

Baden. — Konstanz.

Haushaltungssatzung für das Rechnungsjahr 1948

Auf Grund des § 20 der Badischen Landkreisordnung vom 24. Juni 1939 (Gesetz- und Verordnungsblatt Seite 93) in Verbindung mit der Verordnung Nr. 60 über die Wahlen zu den Kreisversammlungen in Baden (Amtsblatt der Landesverwaltung Baden 1946, Nr. 15), wird mit Zustimmungen der Kreisversammlung folgende Haushaltsatzung erlassen:

§ 1: Der Haushaltsplan für das Rechnungsjahr 1948 wird im ordentlichen Haushaltsplan in den Einnahmen auf 1 892 590 RM. in den Ausgaben auf 1 892 590 RM festgesetzt. Die Aufstellung eines außerordentlichen Haushaltsplanes erweist sich für das Rechnungsjahr 1948 als nicht erforderlich.

§ 2: Wie auf Grund der Erlasse des Bad. Ministeriums des Innern vom 19. Oktober 1946, Nr. 29 258, und vom 7. Dezember 1946, Nr. 32 087, für die Haushaltsjahre 1946 und 1947 bestimmt, wurde auch für das Haushaltsjahr 1948 als Umlagemaßstab für die Kreisumlage die Steuermeßbeträge von den Finanzämtern verwendet und der Umlagesatz in einem einheitlichen Hundertsatz festgesetzt. Es betragen die Steuermeßbeträge: Grundsteuer A 476 828.— RM, Grundsteuer E 854 864.— RM, Gewerbesteuer 403 423.— RM., zusammen 1 735 115 RM, die der Umlageberechnung zu Grunde zu legen sind. Der Umlagebedarf beträgt 607 290.— RM, der Umlagesatz beträgt 35 v. H., der Umlageertrag beträgt 607 290.— RM

§ 3: Soweit ein Aufwand in Betracht kommt, der den ganzen Kreis betrifft, wird er auf die Steuermeßbeträge des Kreises (einschl. der Stadt Konstanz) umgelegt.

Konstanz, den 2. März 1948.

Kreisverwaltung: Dr. Astfäller.

Vorstehende Haushaltssatzung wurde mit Erlaß des Bad. Min. d. Inn. v. 13. April 1948, Nr. 4442, genehmigt.

Der Haushaltsplan ist in der Woche vom 3.—8. Mai 1948 im Zimmer 14 der Kreisverwaltung Konstanz, Reichenaustr. 1, zur Einsicht öffentlich aufgelegt. (6251)

Konstanz, den 21. April 1948.

Kreisverwaltung: Dr. Belzer.

27

Tro

L

Pou

Or

Ord

Arré

Dire

Décl

Nos

Ann

O

sur
régl

men
1945